

RAPPORT DE MISSION/ MISSION REPORT

Dr Bernard Vallat, Directeur général

Bruxelles (Belgique)

Dates de la mission/Dates of the meeting : 7 novembre 2006

Objet de la mission / aim of the meeting:

- Participer en tant qu'intervenant à la Conférence sur les politiques de santé animale dans l'Union européenne, organisée par la Commission et la Présidence finlandaise.

Autres participants / Other participants (personnel de l'OIE)

- Dr Alain Dehove, Coordonnateur du Fonds Mondial pour la santé et le bien-être animal.

Résumé et conclusions / Summary and conclusions:

La Conférence a connu une participation de très haut niveau de la part de la Commission, des Etats Membres (la plupart des Délégués de l'OIE des 27 pays de l'Union européenne étaient présents) et du secteur privé.

Les propositions résultant des travaux d'un bureau d'étude privé ont été présentées et débattues. Une des questions importantes était le financement des nouvelles politiques de santé animale par la Commission et par les Etats membres dans le nouveau contexte de la globalisation et des changements climatiques et la répartition de ces financements entre les fonds communautaires, les budgets nationaux et le secteur privé, voire les compagnies d'assurance.

Bien entendu la politique de la Commission est de tenter de transférer le maximum de charges vers le secteur privé et les Etats Membres, ce que ne veut pas une majorité des Etats Membres.

Les interventions de l'OIE ont porté sur la nécessité de renforcer les réseaux de surveillance sur tout le territoire surtout en temps de paix, en partageant les coûts entre le secteur public et le secteur privé, en mettant en avant le concept de Bien Public et en citant les études économiques que l'OIE est en train de réaliser dans ce domaine (intervention résumée du Directeur général en annexe ainsi que la présentation power point non projetée, mais utilisable en d'autres occasions).

Lors d'une des interventions, le Dr Howard Batho de la Commission européenne a suggéré que tous les Etats Membres de l'Union européenne utilisent le PVS pour garantir la qualité des Services vétérinaires sur tout le territoire de l'Union européenne.

Personnalités rencontrées / Key person(s) met:

- Bernard Van Goethem, Chef d'Unité, Direction D, Santé et bien être animal
- Paola Testori-Coggi, Directeur Général Adjoint. faisant fonction pour la Santé. et la Protection du Consommateur, Commission Européenne
- Le Commissaire Kyprianou en charge de la Santé et de la Protection des Consommateurs
- Plusieurs Délégués OIE de l'Union européenne

Suites à donner / Follow-up:

- Convaincre les Etats Membres de l'Union européenne d'utiliser le PVS (Dr Belev, AD)

Annexes : Discours du Directeur général + présentation power point

Diffusion : Directeur généraux adjoints, Chefs de Service et adjoints, A. Dehove, Chargé(e)s de mission, S. Bègue, M. Teissier, C. Bruschke, M. Zampaglione, Représentants régionaux, R. Abila, S. Forman, C. Planté, A. Thiermann

Conférence de l'Union européenne sur les politiques de santé animale

Bruxelles, 7 novembre 2006

Intervention résumée du Directeur général

Thème : « Politiques de prévention et de contrôle des maladies animales et des zoonoses

Remerciements Présidence et Commission pour avoir invité l'OIE.

Notre monde change très vite :

Globalisation : mouvements de marchandises et de personnes sans précédent dans l'histoire.

Les pathogènes se globalisent aussi.

Changements climatiques : les écosystèmes hôte/pathogène se modifient dans le monde entier.

Exemples : influenza aviaire, bluetongue

Les politiques de prévention et de contrôle des maladies animales doivent donc aussi évoluer très vite.

Les contrôles aux frontières doivent être renforcés mais ils seront toujours insuffisants. Il convient d'agir en aidant les pays tiers qui hébergent encore des réservoirs de pathogènes à les éliminer et en renforçant la surveillance du territoire dans les pays indemnes de maladies.

Les politiques de santé animale et leur mise en œuvre constituent un Bien Public International ce qui veut dire :

- que cela entraîne des obligations pour tous les pays du monde (un seul pays défaillant menace toute la planète),
- que le financement de ces politiques est éligible à des financements publics nationaux et internationaux

Les politiques de santé animale se déclinent :

- **au niveau mondial** : des règles du jeu communes à tous sont cruciales (référence aux règles de l'OIE et de l'OMC),
- **au niveau régional** : prise en compte des spécificités des régions pour appliquer les règles mondiales – harmonisation des politiques entre pays voisins. L'Union européenne est un exemple unique au monde d'intégration réussie des politiques de santé animale,
- **aux niveaux national et local** : niveau capital pour les investissements prioritaires, la détection précoce des événements naturels et intentionnels et la transparence des événements sanitaires émergents ou ré-émergents – La réponse rapide aux événements sanitaires est cruciale sinon le coût du contrôle devient souvent exponentiel

Eléments clefs :

Tripode constitué :

- des Services vétérinaires publics → contrôlent l'application des législations,
- du réseau des vétérinaires privés → maillage territorial et obligations contractuelles vis-à-vis des Pouvoirs Publics,

- des éleveurs → premières sentinelles qui sont les partenaires incontournables des politiques de santé animale. Doivent être formés et organisés spécifiquement dans le domaine sanitaire.
- Chaîne de commande nationale voire régionale comme l'Union européenne. Exemple des trois pays où l'influenza aviaire est encore endémique dans le monde : l'autorité centrale ne peut faire appliquer ses politiques préconisées.

Concernant l'Union européenne, des obligations de moyens s'appliquent déjà aux Etats Membres pour certaines fonctions de surveillance des maladies animales et des pathogènes :

- au niveau des postes d'inspection frontaliers
- au niveau des abattoirs, points clef de surveillance épidémiologique

La globalisation et les réchauffements climatiques doivent conduire tous les pays du monde y compris l'Union européenne et ses Etats Membres à définir des obligations minimales en termes de surveillance sanitaire du territoire.

Ces obligations minimales s'appliquant aux Services vétérinaires ont été votées par les Pays Membres de l'OIE et figurent dans le chapitre du Code Terrestre relatif à la qualité et l'évaluation des Services vétérinaires.

Enfin des études économiques commandées par l'OIE sont en cours et vont démontrer que le coût des systèmes de prévention et de surveillance en temps de paix est dérisoire comparé au coût des crises sanitaires.

Diapositive 1



Diapositive 6

Current reality: Veterinary Services 

Decrease of resources

- Eradication based funding
- Difficult to justify preventive surveillance

Ongoing OIE studies

- (1) - Prevention cost *versus* Crisis cost
- (2) - Global compensation scheme
- (3) - Feasibility of insurance schemes

Diapositive 2




Dr Bernard Vallat
Director General

Good governance
and relevant investments in the field of
surveillance, control and prevention of
animal diseases


7th November 2006 – CAHP Conference - Bruxelles

Diapositive 7

Current reality: Veterinary Services 

- Building and maintaining good (epidemic) surveillance networks and excellent territorial meshing covering the entire national territory, potentially for all animals and for all animal diseases, including zoonoses, is an international responsibility of all OIE Member Countries.
- If one Member Country fails, all may become infected.

Diapositive 3

Multi-host nature of diseases 

- 60% of human pathogens are zoonotic
- 80% of animal pathogens are multi-host
- 75% of emerging diseases are zoonotic
- 80% of agents having a potential bioterrorist use are zoonotic pathogens

Diapositive 8

Mechanisms to improve
Good Governance 

- Standards and Trade development facility (STDF)
- African Livestock (ALive)
- Global Framework for Transboundary Animal Disease Control / GF-TADs
- Capacity Building of National Representatives and staff
- Evaluation of Quality of Veterinary Services
- OIE World Animal Health and Welfare Fund

Diapositive 4

Why standards are necessary 

- International / Global Public Good
- Safety of international trade
fewer disease outbreaks
- Harmonisation of national legislation and control measures
fewer unjustified restrictions
- Fairer trade
benefits to developing countries
- Disputes settlement

Diapositive 9

Investment Priorities 

- Veterinary Services Evaluation
- Private sector financing
- Role of private practitioners
- Gap analysis for National investments
- New national, regional and international obligations


Diapositive 5

Influences on standards 

- Pressure from exporting countries for less restrictions
- Pressure from importing countries for maximum protection
- Consumer reactions (fears, animal welfare)
- Pressure from developing countries for assistance in participating in standards development → fairer standards
- Need for science-based decisions

Diapositive 10

Thank you for your attention



World organisation for animal health

12 rue de Prony
75017 Paris, France
Tel: 33 (0)1 44 15 18 88
Fax: 33 (0)1 42 67 09 87
Email: oi@oie.int
<http://www.oie.int>